

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERE (CCAP)

Objet du Marché : **ANALYSE DU RISQUE DE FOUDRE DES
BATIMENTS UNIVERSITAIRES**

N° de Procédure : 25015PAS

SOMMAIRE

Article I. Caractéristiques générales du marché	5
Article 1.01 Objet du marché.....	5
Article 1.02 Forme du marché	5
(1) Allotissement.....	5
Article II. Obligations générales.....	5
Article 2.01 Pouvoir adjudicateur	5
Article 2.02 Le Titulaire.....	5
(1) Obligation du titulaire d’informer de tout changement de situation	5
(2) Conduite des prestations par les intervenants désignés dans l’offre	6
(3) Sous-traitance	6
Article III. Pièces contractuelles.....	7
Article 3.01 Pièces contractuelles particulières	7
Article 3.02 Pièces contractuelles générales	7
Article 3.03 Pièce annexe et accessoire	8
Article 3.04 Engagements unilatéraux du titulaire.....	8
Article 3.05 Confidentialité et protection des données personnelles	8
(1) Obligation de confidentialité.....	8
(2) Obligations en matière de protection des données personnelles	8
Article 3.06 Protection de la main d’œuvre et des conditions de travail.....	9
Article IV. Assurances	9
(1) Responsabilité civile et professionnelle.....	9
(2) Assurances des sous-traitants	9
Article V. Prix des prestations	9
Article 5.01 Caractéristiques des prix	9
(1) Contenu du prix.....	9
(2) Mois d’établissement des prix	10
(3) Nature des prix	10

(4) Exclusivité.....	10
Article VI. Modalités de règlement.....	10
Article 6.01 Avance	10
Article 6.01 Acomptes et règlements partiels définitifs	10
Article 6.02 Modalités de paiement	11
(1) Adresse de facturation	11
(2) Comptable assignataire des paiements :	11
(3) Dispositions relatives à la dématérialisation des factures :	11
(4) Formalisme de la demande de paiement.....	11
(5) Acceptation de la demande de paiement	11
(6) Délai de paiement	11
(7) Paiement des cotraitants.....	12
(8) Paiement des sous-traitants.....	12
Article 6.03 Demande de paiement de solde.....	12
Article VII. Cession et nantissement de créance	12
Article VIII. Durée et délais d'exécution du marché	12
Article IX. Pénalités – Prime	13
Article 9.01 Pénalités.....	13
Article X. Prime d'avance	13
Article XI. Conditions d'exécution	14
Article 11.01 Les livrables.....	14
(1) Modalités de remise des livrables.....	14
(2) Modification des livrables	14
Article XII. Arrêt de l'exécution des prestations	14
Article XIII. Clause de réexamen	14
Article XIV. Constatation de l'exécution des prestations	14
Article 14.01 Vérifications.....	14
Article 14.02 Décision après vérification	15
Article 14.03 Garantie technique	15

Article XV. Utilisation des résultats.....	15
Article 15.01 Définition.....	15
Article 15.02 Régime des connaissances antérieures standards ou non.....	15
Article 15.03 Régime des résultats.....	15
Article 15.01 Garanties des droits	16
Article XVI. Résiliation	16
Article 16.01 Résiliation du pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général :	16
Article 16.02 Résiliation pour événements extérieurs au marché :	16
Article 16.03 Résiliation pour faute du titulaire :	16
Article XVII. Différends et litiges.....	17
Article 17.01 Organe chargé des procédures de médiation	17
Article 17.02 Introduction du recours (notamment)	17
Article 17.03 Instance chargée des procédures de recours	17
Article XVIII. Dérogations au CCAG-PI	17

Article I. Caractéristiques générales du marché

Article 1.01 Objet du marché

Le marché, objet du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), est un marché public de prestations intellectuelles concernant :

ANALYSE DU RISQUE DE Foudre des bâtiments universitaires

Lieu d'exécution : Campus universitaire du Tertre – Nantes

Le titulaire devra faire preuve d'une grande réactivité pendant toute la durée du marché et affecter les moyens nécessaires à l'exécution de sa mission conformément aux exigences et dispositions du marché.

Article 1.02 Forme du marché

(1) Allotissement

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens des articles L.2113-10, R.2113-2 et R.2113-3 du Code de la commande publique.

Aucun allotissement n'est prévu pour les raisons suivantes :

- Du fait de la nécessaire homogénéité des prestations.

Article II. Obligations générales

Article 2.01 Pouvoir adjudicateur

Nantes Université

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

Représentée en sa qualité de **maître d'ouvrage** par Madame la Présidente de Nantes Université, autorité compétente pour signer le marché.

1 quai de Tourville - BP 13522 - 44 035 Nantes Cedex 1

Courriel : marchesimmo@univ-nantes.fr

Article 2.02 Le Titulaire

(1) Obligation du titulaire d'informer de tout changement de situation

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification de sa situation, que celle-ci affecte son statut (cession, fusion, changement de forme juridique, etc.) ou en cas de traitement judiciaire des difficultés des entreprises (procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire à son encontre) avec copie du jugement au pouvoir adjudicateur, afin que celui-ci soit en mesure d'assurer la continuité de l'exécution du marché.

(2) Conduite des prestations par les intervenants désignés dans l'offre

Le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations du marché les personnes qu'il a proposées dans son offre.

Toutefois si en cours d'exécution, l'une des personnes affectées à la réalisation des prestations n'était plus en mesure d'assurer sa mission, le titulaire est tenu d'en informer l'acheteur dès que possible et en tout état de cause, au moins vingt (20) jours calendaires avant le départ du personnel en question ; à défaut il pourra se voir appliquer une pénalité prévue à l'article 10 du présent document.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de proposer un remplaçant disposant d'une compétence d'un niveau équivalent et d'une expérience similaire dans un délai maximum de vingt (20) jours calendaires. Il transmet alors le curriculum vitae de ce remplaçant à l'acheteur.

Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI, l'acheteur peut résilier le marché sans indemnisation du titulaire et sans mise en demeure préalable :

- en cas de désapprobation du nouvel intervenant ;
- en cas d'intervention, au titre de la réalisation des prestations objet du marché, d'une ou plusieurs personne(s) ne figurant pas dans l'équipe proposée ab initio par le titulaire et n'ayant pas été depuis formellement agréé(s) par l'acheteur.

(3) Sous-traitance

Le présent marché peut être exécuté partiellement en sous-traitance directe ou indirecte à condition qu'au préalable :

- l'acheteur, ait accepté chaque sous-traitant et agréé ses conditions de paiement ;
- le titulaire du marché, ou le sous-traitant qui veut lui-même sous-traiter une part du marché, puisse justifier qu'aucune cession ou nantissement de créances ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, si les conditions sont remplies pour qu'il puisse y prétendre ;

Le titulaire du marché, remet au représentant de l'acheteur contre récépissé ou par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date :

- la déclaration de sous-traitance (DC4) remplie et signée par ses soins et par le sous-traitant. Cette déclaration intègre l'attestation sur l'honneur suivante :

« Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

- n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 à L2141-6, R2142-3, R2142-4, R2143-3 et R2143-16 du code de la commande publique ;

- être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. »

- les attestations fiscales et sociales ;
- l'exemplaire unique du marché ou bien le certificat de cessibilité, s'il a été délivré, afin que le représentant légal du maître de l'ouvrage en modifie la formule d'exemplaire unique ou une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement établi et, s'il y a lieu, les variations ultérieures de ce montant, si le marché a été nanti.
- les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail soit :

1) Dans tous les cas, les documents suivants :

- a) Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au sous-traitant et datant de moins de six mois ;
- b) Une attestation sur l'honneur du sous-traitant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer

au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2° ;

- 2) Lorsque l'immatriculation du sous-traitant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - *a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;*
 - *b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;*
 - *c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;*
 - *d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;*
- 3) Lorsque le sous-traitant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce dernier de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R.3243-1 du code du travail.

Si l'acheteur dispose de l'ensemble des pièces nécessaires, son accord devient effectif après notification de la déclaration de sous-traitance, signée par ses soins, au sous-traitant et à son entrepreneur principal.

Le formulaire type (DC4) à renseigner peut être obtenu sur le site du Ministère de l'Economie : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

Le titulaire reste tenu envers l'acheteur de l'exécution de la totalité des obligations et engagements tels que décrits au présent marché.

Article III. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

Article 3.01 Pièces contractuelles particulières

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes (plans, diagnostics, etc.).

Article 3.02 Pièces contractuelles générales

Bien que non jointes au marché, les pièces générales sont réputées connues du Titulaire.

Celles-ci sont constituées de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires dans leur édition en vigueur au premier jour du mois zéro (M0) du présent marché tel que défini à l'article 4 du présent CCAG-PI, et notamment :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI).
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux prestations objet du marché.
- Les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (DTU).
- Le DPGF transmis lors de l'offre

Article 3.03 **Pièce annexe et accessoire**

La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau de prix unitaires (BPU) constituent des pièces annexes et accessoires. Dès lors, les erreurs de quantités, les divergences ou ambiguïtés de toutes sortes pouvant apparaître dans la DPGF susvisée, ne sauraient en aucun cas conduire à une modification du prix global forfaitaire porté dans l'acte d'engagement.

Article 3.04 **Engagements unilatéraux du titulaire**

Constituent des engagements unilatéraux à l'égard du maître de l'ouvrage que le titulaire se doit de respecter :

- La note méthodologique du titulaire.
- Éventuellement, les compléments à la note méthodologique apportés au cours des négociations.
- Les réponses aux questions du maître d'ouvrage lors de l'analyse de l'offre du titulaire.

Ces documents joints par le titulaire à l'appui de la dernière version de son offre constituent un engagement de sa part dont le maître de l'ouvrage peut exiger le strict respect à peine de réfaction. Pour autant, si cet engagement est opposable au titulaire, il ne lie en rien le pouvoir adjudicateur du fait même de son caractère unilatéral.

Article 3.05 **Confidentialité et protection des données personnelles**

(1) Obligation de confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire qui a reçu communication à titre confidentiel d'informations, documents ou tout objet doit se conformer à l'obligation de confidentialité qui lui incombe et ne peut communiquer ces données à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître.

Tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont le titulaire aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché relève l'obligation de discrétion et de confidentialité. Ces obligations dans le cadre du marché se poursuivent après expiration du marché, et ne deviennent caduques que si l'information est rendue accessible au public du fait du pouvoir adjudicateur.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'acheteur à résilier le marché aux torts du titulaire, à faire exécuter les prestations aux frais et risques de ce dernier conformément à l'article 27 du CCAG-PI, ainsi qu'à solliciter des dommages et intérêts en réparation du préjudice subi.

(2) Obligations en matière de protection des données personnelles

Chaque partie au marché agit en matière de protection des données personnelles, dans le cadre du présent marché, conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le titulaire s'engage donc à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations qu'il aura à connaître dans le cadre du marché, concernant le pouvoir adjudicateur, mais également les usagers ou les tiers pour lesquels il serait conduit à traiter les données. Le titulaire s'engage notamment à empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Conformément à l'article 5 du Règlement (UE) 2016/679, le titulaire s'engage notamment :

- A traiter les données de manière licite, loyale et transparente. Par conséquent, le titulaire s'engage à ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au marché, sans l'accord préalable de l'Université de Nantes. De plus, il s'engage, et se porte garant du même engagement pour personnel ainsi que ses sous-traitants, à ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

- A ne collecter pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. Par conséquent, le titulaire s'engage à ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché, et à les détruire à la fin du marché.
- A traiter les données de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel en prenant toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché.

Article 3.06 **Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Conformément aux dispositions de l'article 6 du CCAG-PI, les travailleurs employés dans le cadre de l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

Article IV. Assurances

(1) Responsabilité civile et professionnelle

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité au sens des articles 1240 et suivants du code civil, notamment en cas de dommages causés aux tierces victimes d'accidents ou de dommages au cours de la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution.

Ces assurances garantiront les conséquences pécuniaires de ces événements aussi longtemps que la responsabilité du titulaire pourra être recherchée.

La souscription des attestations d'assurance susmentionnées fait l'objet d'une justification auprès du maître d'ouvrage dans les conditions fixées à l'article 9.2 du CCAG-PI.

(2) Assurances des sous-traitants

Le titulaire, ou chaque cotraitant s'il s'agit d'un groupement, se charge de vérifier que ses sous-traitants sont titulaires de garanties suffisantes.

Article V. Prix des prestations

L'unité monétaire utilisée pour les montants du marché est l'euro (€).

Article 5.01 **Caractéristiques des prix**

(1) Contenu du prix

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire, sur la base du montant indiqué à l'acte d'engagement par le titulaire. et détaillé dans la DPGF L'acte d'engagement précise le cas échéant la répartition du forfait entre les cotraitants.

La DPGF précise le montant par élément de mission et, le cas échéant la répartition du forfait entre les cotraitants.

La rémunération du titulaire couvre l'intégralité des prestations, décomposées en phases techniques.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils sont également réputés inclure la rémunération forfaitaire due en contrepartie de la concession au bénéfice du maître d'ouvrage de l'ensemble des droits patrimoniaux afférents aux résultats.

(2) Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du « mois zéro » (M0), mois de remise des offres précisé dans l'acte d'engagement.

(3) Nature des prix

Les prix sont fermes et actualisables.

Conformément à l'article R.2112-11 du Code de la commande publique, les prix sont actualisables si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date de fixation des prix dans l'offre et le début de l'exécution des prestations.

L'index **ING** sera alors utilisé.

Si la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations est postérieure de plus de trois (3) mois à la date d'établissement des prix figurant dans le marché, il sera procédé à l'actualisation du prix par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times [\text{Index (n-3)} / \text{Index o}]$$

Dans laquelle P est le prix actualisé (HT), Po est le prix initial (HT), Index (n-3) et Index o étant les valeurs prises par l'index de référence respectivement au mois de commencement des travaux moins trois mois et au mois d'établissement du prix du marché.

Les coefficients d'actualisation sont arrondis au millième supérieur.

(4) Exclusivité

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération que celle du présent marché dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Article VI. Modalités de règlement

Article 6.01 Avance

Pas d'avance.

Article 6.01 Acomptes et règlements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions des articles 11.2 du CCAG-PI.

Le règlement des acomptes interviendra à la validation du ou des derniers livrables de chaque phase technique tel que définie à l'article 11.02 du présent document.

La date de détermination du montant partiel définitif à régler est la date d'admission du livrable par le pouvoir adjudicateur.

Si l'une des phases venait à durer plus de 3 mois, un acompte sera versé trimestriellement sur justificatif du service fait. Dans cette éventualité, la phase concernée pourra donner lieu à l'émission de plusieurs factures.

Article 6.02 Modalités de paiement

(1) Adresse de facturation

Le titulaire libelle ses demandes de paiement, états et projets de décomptes périodiques, ou demande de paiement de solde, en un exemplaire original.

(2) Comptable assignataire des paiements :

Nantes Université

Madame l'agent comptable
1 quai de Tourville – BP 13522
44035 Nantes cedex 01

Courriel : pole.marches-ac@univ-nantes.fr

(3) Dispositions relatives à la dématérialisation des factures :

Conformément à la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises et à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les entreprises ont l'obligation d'adresser leurs factures sur le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

(4) Formalisme de la demande de paiement

Les paiements sont effectués par le versement d'acomptes et d'un solde.

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG-PI et pour toute demande de paiement, le titulaire transmettra une demande de paiement, comprenant notamment les mentions obligatoires suivantes :

- L'identité et l'adresse du débiteur (Nantes Université - 1, quai de Tourville - BP 13522 - 44035 NANTES).
- Numéro de marché et de bon de commande, intitulé et date du marché.
- Nom et raison sociale de l'entreprise, date d'émission de la facture ainsi que son numéro. Le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement.
- Nature et détail des prestations.
- Montant hors TVA, taux et montant de la TVA.
- Montant total de la prestation avec la décomposition des prix forfaitaires.

(5) Acceptation de la demande de paiement

L'acceptation de la demande de paiement se fait dans les conditions de l'article 11.6 du CCAG-PI.

(6) Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L.2192-10 à L.2192-15 et R.2192-10 à R.2192-30 du Code de la commande publique.

Ces dispositions précisent notamment que le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

(7) Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Tout envoi de demande de paiement devra répondre au formalisme imposé dans le présent CCAP et comporter le visa du mandataire.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf stipulation contraire et expresse par le titulaire accompagnée de la répartition des paiements entre les membres du groupement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

(8) Paiement des sous-traitants

Le régime des avances prévu aux articles L.2191-2 et R.2193-3 à R.2193-19 du Code de la commande publique s'applique à tout contrat de sous-traitance, conformément à l'article R.2193-17 du même Code.

Le paiement du sous-traitant est effectué conformément aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

Dès lors, les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial. A ce titre, l'utilisation de la demande de paiement fournie par le pouvoir adjudicateur et mentionnée au (4) du présent article est obligatoire tout comme la production d'un RIB original. En outre, une attestation de paiement direct devra être émise par le titulaire du marché.

Article 6.03 Demande de paiement de solde

A l'achèvement de sa mission, le titulaire adresse une demande de paiement du solde au pouvoir adjudicateur, qui l'accepte dans les conditions des articles 11.6 et 11.7 du CCAG-PI.

Article VII. Cession et nantissement de créance

Lorsque le titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe l'acheteur qui lui communique un certificat de cessibilité, conforme au modèle de l'annexe 14 du code de la commande publique (formulaire NOTI 6).

En cas de sous-traitance, le montant de la créance doit être diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

Article VIII. Durée et délais d'exécution du marché

La durée et les délais d'exécution sont précisés à l'article 4.02 de l'acte d'engagement.

Les délais de remise des livrables sont définis dans le CCTP.

Article IX. Pénalités – Prime

Article 9.01 Pénalités

Les dispositions ci-après dérogent à l'article 14 du CCAG-PI.

Toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation du retard par le pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable. Elles correspondent à une sanction contractuellement définie, appliquée même en l'absence de tout préjudice subi par le pouvoir adjudicateur.

Les pénalités sont cumulables et sont plafonnées à hauteur du montant HT des prestations concernées.

Elles ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités suivantes s'appliquent :

Désignation	Montant de la pénalité
Pénalités pour retard dans la production des documents obligatoires liés au marché (attestations d'assurance, demande de sous-traitance, etc.)	100 € / jour calendaire
Retard de délais de rendu d'un livrable	100 € / jour calendaire
Livrable non conforme ou incomplet	100 € / jour calendaire
Non-conformité (format ou contenu ou par rapport à une réglementation ou aux prescriptions du CCTP) d'un livrable malgré une 1ère demande de correction modification de la maîtrise d'ouvrage	300 € / non-conformité
Annulation ou Absence à une réunion de présentation	150 € / par réunion
Retard de plus d'1/2 à une réunion de présentation	50 € / ½ h (dans la limite de 3 heures)
Retard dans la présentation d'un remplaçant d'une personne affectée à l'exécution de la mission (art.7.01 du CCAP)	150 € / jour calendaire

Il est fait mention également de pénalités à l'article 11.01 (11) relatives à l'insertion par l'activité économique.

Il ne sera fait aucune application de formule de variation sur le montant des pénalités.

Les pénalités de retard ne donnent pas lieu à une quelconque exonération en deçà d'un certain montant de pénalité.
Les pénalités de retard sont intégralement dues au pouvoir adjudicateur.

Article X. Prime d'avance

Par dérogation à l'article 15 du CCAG-PI, il n'est pas prévu de prime d'avance.

Article XI. Conditions d'exécution

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'acheteur mettra à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations et facilitera en tant que de besoin l'obtention auprès des autres organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire pourra avoir besoin.

Article 11.01 Les livrables

Les livrables et les délais dans lesquels ces derniers doivent être remis au maître d'ouvrage sont précisés dans le CCTP.

(1) Modalités de remise des livrables

Le titulaire adresse tous ses documents ci-après désignés « livrables » selon les modalités (nombre d'exemplaires, format etc.) précisés dans le CCTP.

(2) Modification des livrables

L'acheteur se réserve la possibilité de demander des précisions, d'apporter des ajustements et des modifications aux livrables mentionnés dans le CCTP, et tout autre document fourni par le titulaire dans le cadre du présent marché.

Les corrections/modifications que le titulaire devra apporter à ses livrables sont incluses dans sa mission ainsi que dans le prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement.

Article XII. Arrêt de l'exécution des prestations

La mission du titulaire objet du présent marché est scindée en plusieurs éléments de missions, définis à l'article 11.2 du présent CCAP, et chacun clairement identifié et assorti d'un prix. Ces éléments de mission sont aussi appelés « phases techniques ».

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de l'élément de mission en cours, quel qu'il soit.

L'arrêt de l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du marché conformément à l'article 38.3 du CCAG-PI.

Article XIII. Clause de réexamen

L'article 25 du CCAG-PI s'applique.

Article XIV. Constatation de l'exécution des prestations

Article 14.01 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la remise des livrables et de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI, le délai imparti pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet est de deux (2) mois. Le point de départ de ce délai est la date de remise à l'acheteur des livrables.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, les opérations de vérification sont effectuées sans la présence du titulaire.

Article 14.02 **Décision après vérification**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI, par l'acheteur.

Article 14.03 **Garantie technique**

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-PI, le marché ne prévoit pas de garantie technique

Article XV. Utilisation des résultats

Article 15.01 **Définition**

L'acception retenue des notions de résultats, de connaissances antérieures et de connaissances antérieures standards est celle précisée à l'article 32 du CCAG-PI.

Article 15.02 **Régime des connaissances antérieures standards ou non**

Il est renvoyé aux dispositions des articles 33 et 34 du CCAG-PI.

Article 15.03 **Régime des résultats**

Le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché, conformément à l'article 35.1.1 du CCAG-PI.

Il est précisé que les droits cédés comprennent notamment, et conformément aux dispositions de l'article 35.2.1 du CCAG-PI :

- Le droit de reproduction : le droit de reproduire ou faire reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support, connu ou inconnu, actuel ou futur, notamment support papier (brochures, plaquettes, affiches, affichettes, cartes de vœux, cartes postales, présentoirs, publi-rédactionnels dans la presse, guides touristiques dans lequel les réalisations du titulaire seraient directement impliquées, y compris supports de stands tels que lés, bâches...), optique, numérique, magnétique, électronique, notamment DVD, cédérom, vidéogramme par scannage, par téléchargement, par tous moyens de reprographie ;
- Le droit d'adaptation : le droit d'adapter, numériser, retoucher, détourer, assembler tout ou partie des résultats, dissocier les éléments, les intégrer dans d'autres œuvres, notamment journaux et publications, créations multimédia, bases de données électroniques ou non, le droit de traduire en toute langue les éléments de textes associés, ainsi que le droit de reproduire, représenter et distribuer les résultats ainsi modifiées, adaptées et dérivées, dans les conditions du présent article.
- Le droit de représentation : le droit de représenter, diffuser ou faire diffuser les résultats par tous moyens de communication connus ou inconnus à ce jour, notamment électronique, par télétransmission, par voie hertzienne, par tout réseau de télécommunications, réseau on-line, Internet, Intranet, minitel, WAP, télévision interactive, y compris la retransmission par satellite et par câble ;

- Le droit d'usage à titre personnel des résultats, notamment dans le cadre de l'illustration ou de la promotion de ses publications ou de ses activités et notamment sur son site Internet.

Conformément aux dispositions de l'article 35.2.1 du CCAG-PI, la présente session est consentie à l'acheteur à titre non exclusif.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Aux fins de satisfaire au droit moral de l'auteur sur ses œuvres, l'acheteur s'engage à faire figurer, par tous moyens à sa convenance, la mention du nom de l'auteur des résultats.

L'acheteur est habilité à accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger et, le cas échéant, par voie de cession, toutes les autorisations d'exploiter, à titre commercial ou non, les droits qui lui sont cédés, en particulier aux communes qui la composent.

Article 15.01 **Garanties des droits**

Conformément aux dispositions de l'article 35.4.2 du CCAG-PI, et selon les modalités qu'elles définissent, le titulaire garantit à l'acheteur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature, relatifs aux résultats qui sont cédés aux termes du marché.

Article XVI. Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 du CCAG-PI, avec les précisions suivantes.

Si le titulaire n'a pas déferé à la mise en demeure, la poursuite des prestations peut être ordonnée à ses frais et risques dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI, ou la résiliation du marché peut être décidée.

En cas de résiliation aux frais et risques, les excédents sont réputés comprendre les frais de lancement de la nouvelle consultation, notamment les frais de publication, le surcoût résultant de la passation du marché de substitution, déterminé par la différence entre le montant notifié du nouveau marché et le montant des prestations restant à réaliser tel qu'arrêté dans le décompte de résiliation, ainsi que le surcoût résultant des frais administratifs divers.

Article 16.01 **Résiliation du pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général :**

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 40 du CCAG-PI est fixé pour le présent marché à 4% de la partie technique résiliée du marché.

Article 16.02 **Résiliation pour évènements extérieurs au marché :**

Pour toute hypothèse figurant à l'article 37 du CCAG-PI, la résiliation de plein droit du marché ne donnera pas lieu à indemnité.

Article 16.03 **Résiliation pour faute du titulaire :**

Le marché est résilié pour faute du titulaire dans les conditions de l'article L.2195-4 du Code de la commande publique ou dans le cadre d'une des hypothèses prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

Comme, en cas de groupement, la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, les dispositions de l'article 39 du CCAG-PI traitant de la résiliation pour faute

du titulaire peuvent s'appliquer dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations qui y sont prévues.

Article XVII. Différends et litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Article 17.01 Organe chargé des procédures de médiation

Pour saisir le Médiateur des entreprises : www.mediateur-des-entreprises.fr

Pour saisir le Comité Consultatif Interrégional de Règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics :

DREETS (Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités) des Pays de la Loire

Immeuble Skyline, 22 mail Pablo Picasso – BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1

☎ 06.60.48.98.89

Courriel : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr

Article 17.02 Introduction du recours (notamment)

- Référé précontractuel : L551-1 et suivants du code de justice administrative.
- Référé contractuel : L551-13 et suivants du code de justice administrative.

Article 17.03 Instance chargée des procédures de recours

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif de Nantes, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nantes

6 allée de l'Île Gloriette - BP 24111 - 44041 Nantes Cedex

☎ 02 40 99 46 00

Télécopie : 02 40 99 46 58

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Article XVIII. Dérogations au CCAG-PI

- L'article 2.03(2) relatif à la conduite des prestations par les intervenants désignés dans l'offre déroge aux articles 3.4.3 et 39.2 du CCAG-PI.
- L'article 3 relatif aux pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.
- L'article 6.02(4) relatif au formalisme de la demande de paiement déroge à l'article 11.3.2 du CCAG-PI.
- L'article 9.01 relatif aux pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-PI.
- L'article 10 relatif à la prime d'avance déroge à l'article 15 du CCAG-PI.
- L'article 11.01 relatif à l'insertion par l'activité économique déroge à l'article 16.1 du CCAG-PI.
- L'article 14.01 relatif aux vérifications déroge à l'article 28.05 du CCAG-PI.
- L'article 14.03 relatif à la garantie technique déroge à l'article 30 du CCAG-PI.

- L'article 16.01 relatif à la résiliation du pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général déroge à l'article 40 du CCAG-PI.